



**HAL**  
open science

## S'accommoder du politique

Philippe Aldrin

► **To cite this version:**

Philippe Aldrin. S'accommoder du politique: Économie et pratiques de l'information politique. *Politix*, 2003, 16 (64), pp.177-203. halshs-00341296v1

**HAL Id: halshs-00341296**

**<https://shs.hal.science/halshs-00341296v1>**

Submitted on 24 Nov 2008 (v1), last revised 18 Dec 2012 (v2)

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# S'ACCOMMODER DU POLITIQUE

## Economie et pratiques de l'information politique

Philippe ALDRIN, CRPS (Paris 1)

Article paru dans *Politix – Revue des sciences sociales du politique*, 16(64)  
2003, pp. 177-203

« La symbolique est indissociable du ratage. Les pratiques quotidiennes, fondées sur le rapport à l'occasion, c'est-à-dire sur le temps accidenté, seraient donc éparpillées tout au long de la durée, dans la situation d'*actes* de pensée. Des gestes permanents de la pensée. »

Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, 1980.

En connaissance de quoi les citoyens votent-ils ? Le rapport des citoyens à l'information politique et son interférence supposée avec le vote constituent une question centrale dans l'analyse des démocraties représentatives. Le degré de sensibilité à l'information compte ainsi parmi les premiers indicateurs pour mesurer l'implication politique des citoyens<sup>1</sup>. Or, l'affaire est connue, ces derniers, dans leur grande majorité, se désintéressent du sujet et donc des informations qui y affèrent. D'après les études menées sur ce point, l'ignorance des choses du politique vaudrait d'ailleurs tant par le faible volume que par le caractère désorganisé des éléments de connaissance stockés<sup>2</sup>. Le désintérêt serait tel, que la fidélité et l'assiduité du vote ne constitueraient plus des repères fiables de l'investissement politique<sup>3</sup>. Pourtant l'indifférence ou la routine ne sont pas les seules thèses applicables à la désaffection politique. Leur portée explicative semble d'ailleurs aujourd'hui essoufflée. Indiscutablement, le phénomène d'apathie fait l'objet d'un large accord scientifique. Mais le « *paradigme minimaliste* »<sup>4</sup> d'inspiration behavioriste à l'origine de son constat est aujourd'hui récusé et fait place à des analyses plus nuancées. Car, à le regarder plus attentivement, « l'électeur » manifeste bien des

---

1. Sur les problématiques (mesure, indicateurs) de l'intérêt politique, voir Lagroye (J.) avec François (B.), Sawicki (F.), *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po et Dalloz, 2002, p. 335-435.

2. Le désintérêt, le manque de connaissances et l'incompétence composeraient ainsi le triptyque interagissant de la « spirale » de l'apathie politique. Neumann (R.), *The Paradox of Mass Politics. Knowledge and Opinion in the American Electorate*, Cambridge et Londres, Harvard University Press, 1986.

3. Gaxie (D.), « Le vote désinvesti. Quelques éléments d'analyse des rapports au vote », *Politix*, 22, 1993.

4. P. Sniderman désigne par cette expression les études effectuées à partir d'indicateurs peu nombreux et normatifs (attention à l'actualité politique, maîtrise des notions abstraites, stabilité des préférences électorales, cohérence des attitudes politiques). Sniderman (P.), « Les nouvelles perspectives de la recherche sur l'opinion publique », *Politix*, 41, 1998.

signes de rationalité<sup>5</sup>. La question du détachement civique, elle-aussi, est soumise à réexamen. En effet, si la lointaine socialisation du vote le dispose aux automatismes et à une sentimentalité diffuse<sup>6</sup>, le fort attachement dont le geste et certaines valeurs civiques restent l'objet atteste d'une réelle affectivité citoyenne. La forte tension sociale qui entoure souvent les séquences électorales ne laisse, à ce propos, de raviver la question de la distance ordinaire au politique. Observés dans leurs univers locaux, les acteurs sociaux font montre dans ces occasions de logiques d'action qui révèlent une perception aiguë et contextualisée des enjeux politiques.

« L'électeur » est un objet d'analyse dont la sociologie électorale, concentrée sur les motivations du vote, ne peut épuiser toutes les énigmes. Au concret, les électeurs continuent d'exister au-delà du seul temps du vote ; ni la qualité sociale d'électeur ni les logiques de comportement qu'elle suppose ne s'évanouissent une fois passé le scrutin. En dehors des consultations électorales, l'actualité les amène à parler de politique, à échanger et commenter des informations qui y ont trait. Diluées dans les actes du quotidien, ces manières distendues de se connecter à l'ordre politique échappent bien souvent à l'analyse de « l'opinion » et à ses techniques qui, même affinées, consistent encore à enregistrer les réponses à un cadre d'interrogations imposé, immédiat et pré-orienté<sup>7</sup>. Une posture d'observation peu réactive, située et patiente, paraît mieux à même de restituer cette part la plus labile du rapport au politique.

Notre connaissance des pratiques informationnelles a longtemps été obsédée par la question des médias et de leur influence sur le public<sup>8</sup>, au point de faire écran aux autres dimensions du problème. Depuis plus de vingt ans, les avancées cognitivistes ont donné une plus grande visibilité aux échanges interpersonnels d'informations. L'univocité des premiers modèles explicatifs de communication sociale l'a ainsi cédé à des modèles plus complexes. Dans leur rapport à l'information, les acteurs sociaux ne sont plus présentés comme uniformément actifs ou passifs, réactifs ou perméables. Leur attitude est désormais décrite comme la combinaison de facteurs co-agissants. Leur posture face aux flux d'informations apparaît ainsi susceptible de changements induits par la dimension relationnelle et temporelle de l'expérience sociale. « Electeurs »<sup>9</sup>

5. Sur les controverses autour de la rationalité (limitée, subjective) imputable à « l'électeur », voir Blondiaux (L.), « Mort et résurrection de l'électeur rationnel », *Revue française de science politique*, 46 (5), 1996.

6. Sur l'apprentissage du rôle d'électeur, voir Garrigou (A.), « La construction sociale du vote. Fétichisme et raison instrumentale », *Politix*, 22, 1993. « Manuels d'instruction et campagnes de presse, codification juridique et croisades morales ont fini par convaincre l'électeur de l'importance attachée à son geste » rappelle encore O. Ihl (*Le vote*, Paris, Montchrestien, 2000, p. 84).

7. Malgré leur amélioration, les techniques d'analyse des opinions restent normatives et artificielles. Pour en prendre la mesure, voir Grumberg (G.) et alii, dir., *La démocratie à l'épreuve. Une nouvelle approche de l'opinion des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, 2002.

8. Voir Katz (E.), « La recherche en communication depuis Lazarsfeld », *Hermès*, 4, 1989.

9. Sur le rôle des réseaux sociaux dans la participation et la perception du politique, voir Gerstlé (J.), « Réseaux de communication, réseaux sociaux et réseaux politiques », in Musso (P.), dir., *Réseaux et société*, Paris, PUF, 2003 et Popkin (S.), *The Reasoning Voter. Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

et « individus »<sup>10</sup> sont en effet régulièrement plongés dans des configurations micro et macro-sociales où leurs dispositions à échanger de l'information sont mobilisées et modifiées. Cette approche des pratiques informationnelles appelle deux remarques. Il apparaît tout d'abord impératif de ne pas en limiter l'analyse à la focale médiacentrique. Pour passionnant et manifeste que soit le problème de l'influence médiatique, il conduit à négliger la part jouée par d'autres discours sociaux dans la mise en récit et l'interprétation communes de la réalité politique<sup>11</sup>. Des informations plus flottantes, comme les plaisanteries ou les rumeurs, occupent une place importante mais encore mal appréciée dans les procédures d'échanges d'informations sur le politique<sup>12</sup>. Deuxième remarque, liée à la précédente, dans sa dimension sociale, le problème de l'information se pose comme l'échange d'un récit travaillé, interprété et utilisé par les acteurs à l'intérieur des univers de la sociabilité immédiate. Le rapport à l'information politique est affaire d'interprétations et d'appropriations ; il ne peut pas être exclusivement apprécié par la saisie et le stockage des seules informations prédéfinies comme « politiques » par des spécialistes<sup>13</sup>. Des travaux proches de l'interactionnisme symbolique (donc réfractaires aux schémas utilitaristes) ont d'ailleurs mis en lumière la diversité des motivations et modalités du réemploi par les acteurs sociaux d'informations disponibles pour justifier leurs opinions<sup>14</sup>, les argumenter<sup>15</sup> ou intervenir dans l'espace public<sup>16</sup>.

Dans le prolongement de ces remarques, le travail présenté ici résulte de la volonté d'étudier le rapport entre les électeurs et l'information politique dans ses aspects les plus pragmatiques. Il prend appui sur une enquête menée auprès d'une communauté villageoise, société d'interconnaissance exempte de couverture médiatique. L'observation des comportements liés aux élections municipales a eu pour but de recomposer l'économie sociale de l'information politique locale. Il ne s'est pas agi pour autant d'étudier le local pour lui-même. Les conventions, rôles, enjeux et répertoires d'action qui composent le lien social construit localement autour de l'information ont d'abord été consignés pour être rapprochés de questionnements plus généraux. Comment s'opèrent la publicité et le cadrage d'événements politiques en dehors de toute construction médiatique ? Quand et comment les réseaux sociaux traditionnels se muent-ils en réseaux d'information politique ? Comment tisse-t-on des relations et de la conflictualité politiques avec du lien social ? Politiser les dissensions de la sociabilité ou

10. Deyens (J.-Ph.), Bourgeois (J.-L.), dir., *L'ère de la cognition*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1997.

11. Pour une synthèse des dernières avancées sur cette question, voir Gerstlé (J.), « Les effets d'information. Émergence et portée », in Gerstlé (J.), dir., *Les effets d'information en politique*, Paris, L'Harmattan, 2001.

12. Il y a vingt ans, les travaux du *Groupe d'analyse des modes populaires d'action politique* du CERI sur les régimes autoritaires, soulignaient l'importance de ce commerce informationnel dans la construction du rapport au politique. Pour l'exposé programmatique de ces recherches, voir Bayard (J.-F.), « L'énonciation du politique », *Revue française de science politique*, 35 (3), 1985.

13. La connaissance politique s'étudie toujours à partir d'une liste de questions sur l'actualité et les institutions politiques. Voir Chiche (J.), Haegel (F.), « Les connaissances politiques », in Grumberg (G.) et al., dir., *op. cit.*

14. Windisch (U.), *Le raisonnement et le parler quotidiens*, Lausanne, L'Age d'homme, 1985.

15. Gamson (W.), *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

16. Neveu (E.), « Médias, mouvements sociaux et espaces publics », *Réseaux*, 98, 1999.

ajuster son comportement à une interaction politiquement focalisée sont des pratiques qui renvoient à des problématiques sociologiques de portée générale. Dans les interactions instituées et ritualisées, comme dans les moments publics improvisés, les acteurs sociaux rendent en effet possibles leurs relations en mettant à profit les codes et les normes de l'ordre social qu'ils ont intériorisés<sup>17</sup>. L'anthropologie sociale et la sociologie urbaine témoignent d'ailleurs des profits que le regard sociologique retire de l'immersion dans le micro-fonctionnement des sociétés. Le va-et-vient entre l'échelle de l'expérience vécue et celle des schèmes façonnant l'ordre social permet souvent de redimensionner les hypothèses théoriques à la réalité<sup>18</sup>. L'échelle microsociologique satisfait au projet de modéliser la réalité sociale observée<sup>19</sup> et, plus précisément ici, celui de caractériser les technologies du sens commun par lesquelles les acteurs sociaux ajustent leurs relations à l'événement électoral et s'arrangent des conjonctures politiques mobilisatrices.

### L'enquête et son terrain

Appréhendées dans une perspective anthropologique, les interactions politiques révèlent leur perméabilité avec les différents types de liens qui trament le social (amitiés, parenté, clans...) <sup>20</sup>. Passé au crible des relations instituées, les comportements politiques perdent l'innocence et la spontanéité, voire l'incompétence, qu'on leur prête volontiers. L'enquête menée à Picoureaux<sup>21</sup> (Var) le confirme largement.

#### *Une démarche sociographique*

L'enquête est fondée sur la technique de la description sociographique, c'est-à-dire sur une méthode d'observation qui consiste à regarder, traduire des procédés de mise en relation – en l'occurrence l'échange des informations politiques dans une communauté villageoise. Une telle démarche tend à privilégier certains aspects des pratiques sociales observées et la description, comme les interprétations qui s'ensuivent, court le risque d'assujettir toute la réalité à cette focalisation<sup>22</sup>. Pour limiter d'éventuels effets de distorsion, je voudrais mettre à plat les conditions d'enquête et commencer par indiquer que l'observation menée sur les

17. Becker (H.), *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 1985.

18. Whyte (W. F.), *Street Corner Society. La structure sociale d'un quartier italo-américain*, Paris, La Découverte, 2002.

19. Sawicki (F.), « Les politistes et le microscope », in Bachir (M.), dir., *Les méthodes au concret. Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique*, Paris, PUF, 2000.

20. Sur ce point, voir Abélès (M.), *Jours tranquilles en 89. Ethnologie politique d'un département français*, Paris, Odile Jacob, 1989 et Briquet (J.-L.), *La tradition en mouvement. Clientélisme et politique en Corse*, Paris, Belin, 1997.

21. Picoureaux est le nom donné à ce village afin de répondre au souhait d'anonymat des différents témoins de l'enquête.

22. Lenclud (G.), « La mesure de l'excès. Remarques sur l'idée même de surinterprétation », *Enquête*, 3, 1996.

électeurs picourais correspond à une expérience singulière de participation objectivante. Embauché régulièrement comme saisonnier agricole au début des années 1990, je suis devenu progressivement un Picourais d'adoption. Je me suis livré à partir de 1994 à une observation serrée de la sociabilité des villageois par la collecte systématique de toutes sortes de données sur ce point. Le relevé des structures de la sociabilité s'est notamment effectué par l'enregistrement et le rapprochement de tout renseignement sur les liens picourais : parentés, amitiés, générations, vindictes, coalitions, etc. De même, toutes les animations de la vie collective, y compris celles qui ne présentaient pas directement un caractère politique, ont fait l'objet d'une description très détaillée<sup>23</sup>. Les Picourais semblent avoir accepté ma curiosité, bien que parfois excessive, en raison de mon implantation récente et active parmi eux. En plus des innombrables prises d'informations non formelles (observations et conversations improvisées), l'enquête repose sur trente-huit entretiens formels (non directifs), ainsi que sur le dépouillement des archives municipales (et notamment les fonds contenant la mémoire du bureau de vote et des délibérations du conseil municipal) et de fonds privés. Pour ces aspects plus formalisés de l'enquête, la curiosité ne constituant plus une justification suffisante, j'en ai exposé les motifs universitaires à mes interlocuteurs.

Du fait de la taille de la commune, la presse quotidienne régionale ne couvre qu'exceptionnellement les événements villageois. *Var matin* en rapporte seulement les rares inaugurations, manifestations festives ou sportives. L'échange et la diffusion des informations politiques locales s'effectuent donc en l'absence de toute entreprise médiatique. L'espace public picourais se manifeste alors sous la forme d'une scène d'apparition intermittente et plurielle. Il existe par l'interconnexion des scènes de publicisation des événements affectant la sociabilité villageoise. Du point de vue politique, comme tout espace public local, il n'est pas totalement autonome à l'égard de l'espace public national, mais il constitue un espace d'expérience et de référence à l'ordre politique<sup>24</sup>. Les événements, tensions et projets politiques qui le traversent confrontent de façon chronique les électeurs à une actualité politique dont les enjeux comme les conséquences sont locaux. L'échange informationnel qui se noue au cours de telles séquences événementielles fournit l'occasion aux interlocuteurs de fixer, exprimer et justifier des points de vue politiques. C'est bien là un espace public local qui prend corps, selon la définition interactionniste et descriptive (moins normative que sa version habermasienne) de la notion d'espace public<sup>25</sup>.

Les comportements engagés dans ces relations politiquement focalisées ont été l'objet central de mon travail de description et d'analyse. Le

23. Geertz (C.), « La description dense. Vers une théorie interprétative de la culture », *Enquête*, 6, 1998.

24. Biarez (S.), « Repenser la sphère locale selon l'espace public », in François (B.), Neveu (E.), dir., *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques, des débats publics contemporains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1999 et Tétu (J.-F.), « L'espace public local et ses médiations », *Hermès*, 17-18, 1995.

25. Sur ce point, voir Quéré (L.), « L'espace public : de la théorisation politique à la métathéorie sociologique », *Quaderni*, 18, 1992.

commerce des informations politiques a plus précisément été observé sur quatre points : 1. le mode de fonctionnement des divers réseaux d'échange d'informations et leurs niveaux d'activation ; 2. le répertoire des rôles sociaux impliqués dans l'économie des nouvelles préélectorales ; 3. les modes d'articulation entre les enjeux électoraux et l'économie socialement instituée de l'information ; 4. les usages pluriels de l'énonciation d'informations politiques. Il reste que la qualification de ce qui est, à Picoureaux, une « information politique » n'est pas évidente. Le repérage du politique lui-même y est contingent. Mais, en cela, Picoureaux ne se distingue pas plus que tout espace politique local d'une réalité plus générale. La posture de l'observateur modifie la perception de l'objet : dès que l'on s'intéresse aux ambitions personnelles et aux enjeux collectifs qui sont investis dans l'échange politique, on prend toute la mesure de la dilution du politique dans les diverses interactions et institutions sociales. Beaucoup d'informations relèveraient donc plutôt du péripolitique (de *péri* : « autour »), catégorie improbable où l'on rangerait les informations relatives à la vie privée, voire intime, des acteurs qui animent la politique. Mais ces « à-côtés » de la compétition politique sont inséparables de celle-ci car fondus à sa part idéologique et objectivée.

Les pratiques informationnelles observées ne prennent donc toute leur signification qu'au regard du vécu et de l'histoire politiques tels que les Picourais les ont construits. A l'approche de l'échéance électorale, l'activation politique des réseaux sociaux s'effectue à partir d'éléments connus de la geste électorale locale, c'est-à-dire les événements, les acteurs et les résultats des précédentes consultations municipales. Candidats comme électeurs trouvent là, dans ce compartiment de la mémoire commune, la première matière informationnelle du scrutin à venir, une sorte de géographie préalable des positionnements politiques.

#### *La mairie : derrière l'apolitisme, la réalité des batailles électorales*

Au cours des dernières décennies, Picoureaux a connu de profonds changements. Malgré une vive poussée démographique (282 habitants en 1985, 986 aujourd'hui), le village reste ancré dans l'économie et la culture rurales. A partir des années 1970, la réduction du nombre d'actifs vivant du travail de la terre, surtout de la viticulture, s'est accélérée<sup>26</sup>. La mécanisation des outils et la concentration des exploitations ont contribué à l'individualisation du travail agricole, bouleversant les formes de la solidarité paysanne<sup>27</sup>. « L'Union », cave coopérative fondée en 1908, regroupe la totalité des viticulteurs à l'exception de deux domaines indépendants. Avec ses allures citadines<sup>28</sup>, cette ruralité provençale s'est facilement combinée au phénomène de la rurbanisation. Une première

26. Avant 1939, près de 90 % des Picourais vivaient directement ou indirectement du travail de la terre. Depuis, la proportion d'actifs recensés dans le secteur agricole n'a fait que décroître et est aujourd'hui de 10 %.

27. La majeure partie des 350 ha de vignes a été classée « Appellation Côtes de Provence contrôlée » dès la fin des années 1970. La vigne permet ainsi de faire vivre une famille avec dix hectares

28. En Provence, le centre du village est souvent un bourg miniature. Ce « *désir d'urbanité* » s'exprime dans la concentration des édifices à vocation collective (fontaine, école, église, place, lavoir). C'est le cas à Picoureaux. Cf. Bromberger (C.), « Ethnographie », in Bertrand (R.) et al., *Provence*, Paris, Bonneton, 1989.

extension pavillonnaire de plusieurs hectares aux abords immédiats du centre dans les années 1980 a précédé le lotissement de parcelles plus périphériques. Malgré ces modifications, les viticulteurs pèsent encore fortement dans la vie associative et politique du village.

La mairie, enjeu des consultations municipales, n'est pas décrite par les Picourais comme un échelon politique au sens « politicien » du terme. Pour la plupart des actuels et anciens élus municipaux interviewés, elle est avant tout l'endroit où se règlent les problèmes immédiats du village. S'ils ont accepté de « faire un mandat ou deux », c'est « par civisme » car « il faut bien que quelques uns s'en occupent ». C'est par « devoir », sous l'insistance d'amis, qu'ils sont restés plus longtemps. Mais ces déclarations attendues d'abnégation sont trahies par la forte polarisation politique des élections municipales. La prétendue évidence de « l'intérêt commun », posture classique de l'apolitisme rural<sup>29</sup>, dissimule mal l'âpreté des luttes électorales. En effet, bien que la population se soit maintenue jusqu'aux années 1990 sous le seuil des 300 habitants, l'offre et l'orientation électorales se plient mal aux lois de la science électorale qui pose que la politisation du vote est affaire de taille. Petite commune rurale est ainsi traditionnellement synonyme de débats pragmatiques et de vote personnalisé<sup>30</sup>. Or, ici, le bon sens terrien, les serments d'altruisme et d'apolitisme trouvent rapidement dédit dans la rétrospective des épisodes électoraux qui suit.

A l'ère du « Midi rouge », les électeurs de Picoureaux votent massivement à gauche. Des années 1940 aux années 1960, les candidats du Parti communiste français recueillent entre 42 et 49 % des suffrages exprimés aux consultations nationales. La gauche non communiste représente alors 28 à 35 % de l'électorat. Ce vote de gauche s'est tassé mais représente encore aujourd'hui autour de 50 %. Une liste de gauche apparentée communiste domine ainsi invariablement le conseil municipal depuis 1947. Avant même que le phénomène de bipolarisation ne touche, à la fin des années 1970, les élections locales, les coalitions électorales étaient ici idéologiquement resserrées. L'absence du « consensus ambigu », qui fut pourtant l'apanage des municipalités villageoises, s'explique sans doute par l'ancrage communiste<sup>31</sup>. Au sortir de la guerre, le Comité départemental de Libération confie la délégation municipale à Raoul C., viticulteur et coopérateur, responsable de la cellule locale du PCF qui restera maire jusqu'en 1971. A cette date, Gustave B., également militant communiste et coopérateur, prend sa suite, pour deux mandats. Derrière lui, les communistes – adhérents ou sympathisants déclarés – occupent sans partage les postes clés du conseil municipal<sup>32</sup>. En 1983, le siège de maire revient à Séraphin D. qui n'est ni viticulteur ni coopérateur. Ce précédent n'entérine aucune dissociation entre la mairie et les communo-

29. Les élus ruraux revendiquent volontiers l'apolitisme de leur programme et de leur action., voir Faure (A.), *Le village et la politique. Essai sur les maires ruraux en action*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 71sq.

30. Sur la distinction vote rural/vote urbain, voir Gaxie (D.), Lehingue (P.), *Enjeux municipaux. La constitution des enjeux politiques dans une élection municipale*, Paris, PUF, 1984, p. 19sq.

31. Kesselman (M.), *Le consensus ambigu. Etude sur le gouvernement local*, Grenoble, Cujas, 1972, p. 14sq.

32. En 1983, quatre proches du PS sont élus contre les candidats de la liste communiste. Ils souhaitent être associés aux responsabilités communales mais la majorité communiste les maintient pendant six ans dans « l'opposition ».

coopérateurs. Le nouveau maire est marié à une Picouraise « de souche » et est un actif militant communiste. La composante « viticulteurs » recule en proportion<sup>33</sup>, mais reste la plus influente : les deux adjoints, Jean H. (gendre de Raoul C.) et Suzanne G., sont coopérateurs. La cellule picouraise du PCF, encore forte d'une vingtaine d'adhérents, reste l'antichambre du conseil municipal, comme le montrent les termes empruntés à la compétition du champ politique central<sup>34</sup>. A chaque époque, la compétition politique municipale trouve ses fondements dans des conflits ancrés dans le tissu picourais. Or, après 1983, cette politisation du donné social se rénove fortement avec un premier gonflement démographique qui modifie le rapport terriens-rurbains. La « tradition rurale » et « la spécialité viticole » quittent l'évidence pour entrer dans les discours électoraux<sup>35</sup>. Justifiant leur poids dans la représentation communale, les viticulteurs s'avancent comme l'âme authentique et le moteur économique du village. Les élections municipales de 1989 et de 1995 seront l'occasion de retraduire en termes gauche/droite ces enjeux catégoriels.

Aux élections de 1989, Robert S., enseignant, membre du RPR, constitue une liste pour dénoncer ce qu'il nomme « le lobby des agriculteurs » et battre la municipalité sortante. Sa liste accueille en bonne place les deux « vignerons » indépendants. Eux seuls entreront au conseil municipal aux côtés de Robert S. pour constituer le premier groupe d'opposition de droite élu depuis l'Après-guerre. Sur la liste victorieuse emmenée par Suzanne G., moins de la moitié appartiennent aux familles « historiques »<sup>36</sup> et c'est un non-viticulteur, Jean-Raymond O. qui est choisi comme premier adjoint. Ce technicien, responsable cégétiste et membre du PCF, a été élu en 1983 sans être candidat. Avec son épouse, ils se sont vigoureusement investis dans la vie du comité des fêtes depuis leur installation à Picoureux. Insensiblement, le monopole viticole s'efface. L'élection de 1989 a mis en exergue l'existence d'une opposition organisée et déterminée. L'apolitisme de façade a vécu. De nouveaux biens politiques sont proposés. Après l'élection, Robert S. crée l'association « les Amis de Picoureux ». Derrière la vitrine culturelle, il s'agit, de l'aveu même de son instigateur, d'une machine politique destinée à élargir la clientèle électorale de la droite en vue des prochaines municipales.

En 1995, Jean-Raymond O. est la seule personne de l'équipe sortante disposée à « repartir ». Sa volonté de se porter candidat ne surprend guère. Très assidu lors des manifestations municipales, il s'est montré plus à l'aise

33. Sur les 11 élus du conseil municipal, on compte 9 viticulteurs en 1947, 8 en 1953, 11 en 1965, 8 en 1971, 6 en 1977, 7 en 1983, 5 en 1989, 4 depuis 1995 (sur 15 élus).

34. La dénomination de la liste apparentée communiste en témoigne : la « Liste d'union et de défense paysanne pour une gestion moderne, démocratique et sociale » (1971) devient la « Liste d'union de la gauche de défense paysanne et d'intérêt local » (1977). Sur les références au « champ politique central », voir Gaxie (D.), Lehingue (P.), *ibid.*.

35. Dans un tract intitulé « Réflexions sur l'exercice du mandat 1983-1989 », Séraphin D. déclare que l'agriculture « a été l'engagement de tout le conseil municipal, des sept élus agriculteurs comme des quatre non agriculteurs parfaitement conscients de l'importance de l'enjeu pour sauver notre mode de vie, la vie de notre village autour de sa coopérative ».

36. C'est l'expression (avec « vieilles familles de paysans ») qu'utilisent les Picourais, surtout d'implantation récente, pour évoquer ces familles incarnant la collusion coopérative/mairie/vote communiste.

que le maire dans le rôle de la représentation (discourir en public, manifester écoute et attentions). Il confie volontiers que la politique est sa « passion ». Pour symboliser la continuité et capter leurs « héritages immatériels »<sup>37</sup>, il convainc quatre jeunes coopérateurs de le suivre. Le choix des derniers colistiers répond à un souci de représentativité spatiale ou socioprofessionnelle du village. Issus des divers quartiers, un ingénieur électricien, une mère au foyer, un mécanicien, un artisan, une comptable, un conducteur de travaux, une retraitée rejoignent la liste. Bénéficiant de la division patente des « Amis de Picoureaux » (éclatés en deux listes), leur liste « Continuons ensemble » remporte treize sièges dès le premier tour. Robert S., ancré plus franchement à droite<sup>38</sup> mais avec un discours anti-lobby agricole moins frontal, n'obtient pas sur son propre nom suffisamment de voix pour être élu dès le premier tour. Devant cet échec personnel, doublé de l'échec de sa liste, il se retire de la lice du second tour. Les quinze sièges reviendront finalement à la liste de Jean-Raymond O. Avec de menus remaniements, cette équipe sera intégralement reconduite dès le premier tour des élections municipales de 2001 face à deux listes concurrentes. L'une montée par trois conseillers sortants entrés en dissidence un an avant le terme de la mandature, l'autre solidement à droite échafaudée à la hâte. Annulées pour non-respect des procédures de dépouillement<sup>39</sup>, les élections réorganisées au printemps 2002 donnent un résultat strictement identique.

### Economie et rythmes de l'information locale

La donne électorale et politique, telle qu'elle vient d'être exposée, est une denrée pratique pour les acteurs picourais qui y trouvent une mémoire commune de référence et de prévisibilité, sorte de répertoire connu des actions, des positions et des coups politiques. En l'absence d'entreprise médiatique, l'essentiel des nouvelles sur les événements villageois circule par le bouche-à-oreille. La vie sociale organisée implique la mise en place de dispositifs de communication<sup>40</sup> entre ses membres. Les Picourais ont donc installé et routinisé des procédures pratiques d'échange. Ces procédures ont leurs conventions et leurs habitudes. Elles ont aussi leurs lieux et leurs moments privilégiés.

37. Sur les « héritages immatériels » dans les sociétés villageoises, voir Levi (G.), *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIe siècle*, Paris, Gallimard, 1989.

38. Sa « liste d'union pour une gestion municipale » porte la mention « majorité départementale ». Sur la deuxième de couverture de sa profession de foi, Robert S. reproduit une lettre de soutien d'Hubert Falco, député (RPR) et président du Conseil général du Var.

39. Contestant les résultats, la troisième liste dépose un recours auprès du tribunal administratif de Nice, qui la déboute. Après appel de cette décision devant le Conseil d'État, celui-ci découvre dans le procès-verbal du bureau de vote que le contenu d'une enveloppe de bulletins a été réparti (avec l'accord et sous le contrôle des représentants des trois listes) sur les deux tables de dépouillement. Il prononce l'annulation de l'élection.

40. La communication est transmission d'informations mais aussi mise en relation. En échangeant des informations, les acteurs sociaux échangent simultanément des normes, du pathos, de la mémoire, de l'imaginaire, du liant. Sur ce point, voir Winkin (Y.), *Anthropologie de la communication De la théorie au terrain*, Paris, Seuil, 2001, p. 123

*Les réseaux de sociabilité et d'échange d'informations*

La place, bordée par l'unique bar du village (vendant la presse régionale) et par la boulangerie, est un lieu capital de la sociabilité publique. Par ironie ou par dérision, beaucoup l'appellent la « Place rouge » en référence aux autobloquants rosâtres dont elle est pavée. Allusion à l'indéboulonnable municipalité communiste. On s'y croise et se salue tous les jours. Parfois on engage la conversation. Neuf mois par an et quatre fois par jour, les abords de l'école sont aussi un lieu de rencontres et d'échanges informationnels. La sociabilité publique profite également de rassemblements organisés, avec les animations (bal, loto, etc.) assurées par la demi-douzaine d'associations du village. La municipalité prend en charge les principales cérémonies collectives (commémorations, carnaval, fête votive...) par le biais surtout du comité des fêtes sur lequel elle garde jalousement la haute main. L'assemblée des coopérateurs propose aussi sorties et repas festifs. Fortuites ou programmées, les Picourais ont bien des occasions de se retrouver pour passer en revue les événements récents du carnet local : mariages, décès, hospitalisations, divorces, disputes...

A côté de cette sociabilité publique, il existe une sociabilité privée avec les nombreux micro-réseaux noués autour des liens de famille, d'amitié, de travail, de génération ou d'intérêts communs. Chaque Picourais appartient à plusieurs de ces micro-réseaux<sup>41</sup>. Bien que privés, ces derniers ne sont pas pour autant secrets. Au contraire, ici, tous (ou presque) sont en mesure de dire la nature et l'état des relations que tel Picourais entretient dans le village<sup>42</sup>. Chaque réseau compte des informateurs spécialisés qui, par leurs activités ou leurs relations, sont des porteurs crédibles de nouvelles sur un compartiment précis de la vie villageoise (la chasse, la mairie, la coopérative, l'école, etc.). Cérémonies publiques, croisements quotidiens, liens réticulaires : les Picourais disposent de multiples moyens de connaître l'actualité villageoise et ses acteurs. L'espace public local est ainsi un entrelacement à la fois permanent et mobile de circuits informationnels contigus.

La publicité des événements locaux est favorisée par l'existence de cercles de conversation, solidement institués, à l'image du « KGB ». Tel est en effet le surnom donné par les riverains à un cercle de quartier composé de dames tenant assemblée tous les jours près de l'école. Pour la plupart retraitées ou en âge de l'être, elles s'amusent de cette assimilation avec la police politique soviétique<sup>43</sup> et se targuent d'ailleurs de tout savoir. Leur âge respectable les autorise à interpellier toute personne susceptible de les

41. Degenne (A.), Forsé (M.), *Les réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie*, Paris, Colin, 1994, notamment p. 153sq. Sur les aspects plus politiques, La Due Lake (R.), Huckfeldt (R.), « Social Capital, Social Networks and Political Participation », *Political Psychology*, 19, (3), 1998.

42. On retrouve cette profondeur de l'interconnaissance, faite de liens et récits solidifiés, dans la description par N. Elias et J. Scotson du quartier Winston Parva de Leicester (*Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard, 1997).

43. La référence soviétique (comme pour la place) mais aussi l'histoire nationale ou internationale ont offert ici des figures caricaturales au jeu prisé des surnoms. À la fin des années 1950, un homme s'étant approprié une source aux dépens des utilisateurs situés en aval, s'est vu gratifier du surnom tenace de « Nasser ». Son fils, barbu hirsute et taciturne, jaloux jusqu'à la brutalité de ses domaines, s'est vu affubler du surnom de « l'Ayatollah ». Un autre, admirateur de de Gaulle (un drapeau tricolore orne sa fenêtre le 18 juin et le 8 mai), est surnommé « le Général ». Sur l'importance des noms dans la codification des relations dans les espaces micro-sociaux, voir Lepoutre (D.), *Cœur de banlieue. Codes, rites et langues*, Paris, Jacob, 2001, p. 367sq.

renseigner. Croisant leurs parages, les mères de famille accompagnant leurs enfants à l'école viennent spontanément les saluer. Elles les alimentent en nouvelles récentes et s'en abreuvent en retour. L'activité du « KGB » est permanente. En hiver, châles, bonnets, écharpes permettent d'honorer le rendez-vous pour deux ou trois heures. L'été, les réunions s'étirent jusqu'au souper. En dehors des périodes préélectorales, il n'est que très exceptionnellement question de politique dans les conversations du « KGB ». C'est l'imminence d'une échéance électorale qui conduit à y parler de politique. Institué dans la pratique et dans les mots, le « KGB » se présente sous les traits caricaturaux des commères. Mais il n'est que la forme la plus visible des nombreux comités routiniers de l'information villageoise. Les chaînes du commérage ne sont pas exclusivement féminines et âgées. En descendant la rue Raoul C., se tient une assemblée jumelle, avec la même régularité. Les soirs d'été, après le dîner, des hommes d'âge mûr s'y joignent. Près du deuxième lavoir, existent des assemblées identiques. Sous des formes tout aussi routinisées, il existe des réunions exclusivement masculines. Le dimanche matin, c'est au tour des hommes d'acheter le pain et, vers onze heures, la place est parsemée de petits groupes de conversation. Souvent, après l'orage, la terre détrempeée rendant impossible tout travail, les viticulteurs font progressivement assemblée dans une remise ouverte.

#### *Temporalité et réactivité politiques des réseaux sociaux*

Observables au quotidien dans ce que l'on pourrait qualifier leur *phase basse*, les dispositifs informationnels de la sociabilité villageoise voient leur activité s'intensifier lorsque les Picourais sont affectés par des événements qu'ils jugent graves (un cambriolage, une bagarre), dramatiques (un divorce, un décès), distrayants (un exploit de chasse, une brouille, de nouveaux habitants). Comme ailleurs, une information, même quelconque, fait événement dès lors qu'elle émeut, surprend ou affecte l'univers vécu<sup>44</sup>. En de tels cas, toute l'activité relationnelle est tendue vers l'échange de ces nouvelles sinon capitales du moins précieuses. Bouffée d'inédit, la nouvelle suscite, alimente des conversations et inspire des commentaires. Les connexions habituelles de l'échange d'information s'intensifient pour la diffuser, en discuter et évaluer la véracité. L'échange d'informations accède alors à une *phase intensive*. L'imminence d'une élection installe un climat particulièrement tendu amenant les acteurs qui, en temps « normal », ne parlent pas entre eux de choses politiques, à engager plus volontiers une discussion sur la bataille qui se joue. Les nouvelles politiques circulent plus vite et plus largement qu'à l'habitude. Ce phénomène d'augmentation de la fluidité sociale de l'attention politique<sup>45</sup> est renforcé par l'originalité de la loi électorale qui confère ici

44. La notion d'événement fait question, mais, en dehors du radicalisme des approches techniciste et physicaliste, elle n'a sociologiquement de sens que prise dans un univers d'échange social construit et contextualisé. Sur ce problème, voir Descombes (V.), *Les institutions du sens*, Paris, Minuit, 1996.

45. Certains contextes (campagnes électorales, scandales ou drames politiques) augmentent la tension sociale autour de l'actualité politique. Empruntée à M. Dobry (qui l'utilise pour sa théorie de la déssectorisation des mobilisations dans les crises politiques), la notion de « fluidité » est appliquée à l'attention politique pour spécifier l'extension de

un surcroît d'intérêt, et pour tout dire une saveur ludique, à l'acte de vote. Un surcroît de tension surtout. Du fait de la taille de la commune, le Code électoral y autorise les électeurs à barrer ou ajouter des noms, à panacher librement les listes lors des élections municipales. Au-delà du jeu offre/choix de biens politiques, les urnes sont une mise à l'épreuve personnelle où le candidat éprouve effectivement sa réputation. Être candidat, c'est s'exposer. C'est aussi faire connaître publiquement ses opinions et s'afficher comme proche de ses colistiers en termes d'idéologie et de réseaux. Parfois cette publicisation des préférences provoque troubles et fâcheries. Les bribes de témoignages qui suivent peuvent donner une idée de la tension que créent ici les rendez-vous électoraux.

« L'élection municipale, ça amène toujours des disputes. Tu es toujours ami avec quelqu'un qui va se trouver sur la mauvaise liste. Celle qui te plaît pas. La politique, ça fait des histoires surtout pour ça. Ça casse quelque chose et après c'est foutu pour longtemps. » (Picouraise, 34 ans, fonctionnaire)

« Les gens n'aiment pas qu'on sache leurs opinions. Enfin pas tous, mais ça en gêne beaucoup. C'est marrant, quand ils arrivent pour voter on dirait qu'ils cachent quelque chose de grave. Moi, je me souviens que ma grand-mère, aux grandes élections, elle brûlait les autres bulletins – ceux qu'elle n'avait pas mis dans l'enveloppe – comme si ça avait été un secret d'État. Je ne sais pas pourquoi... Peut-être de peur qu'un jour, on les trouve chez elle et qu'on découvre pour qui elle avait voté [rires]. » (Picourais, 41 ans, viticulteur)

« Je pensais être élu sinon je ne me serais pas présenté. Je m'entends bien avec la plupart des gens... Et puis, je suis du village depuis toujours. Si on a trop d'ennemis ou pas assez d'amis, c'est pas la peine d'aller se faire du mal. » (Laurent C., conseiller municipal 1995-2001)

La politique révèle les divergences, recycle et exacerbe les rancœurs personnelles, d'où sa sinistre réputation. D'expérience, les Picourais savent qu'une « année d'élection » est une période délicate pour le village. Dans les familles, le souvenir muet d'amitiés brisées ou de rancunes tenaces sont les vestiges d'anciennes turbulences électorales. La multiplicité des enjeux – idéologiques, professionnels, affectifs et relationnels – qui sont investis dans une campagne municipale explique pourquoi, en quelques semaines, la fluidité de l'attention politique est telle que l'élection en vient à monopoliser les conversations. A chaque cran que franchit la tension sociale, l'échange d'informations change de nature. Sans cesse, la politisation de l'activité informationnelle est réajustée. D'élection en élection, ce processus présente des rythmes réguliers. Depuis les premiers signes d'agitation préélectorale jusqu'au dépouillement, la tension monte crescendo selon une temporalité en trois paliers.

---

l'acuité et de la prise de parole politiques au-delà des seuls milieux politisés. Voir Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1992, p. 108-150.

1. La première activation des réseaux de sociabilité liée à l'échéance municipale est observable un an avant la fin du mandat en cours, c'est-à-dire au printemps de l'année précédant le renouvellement du Conseil municipal. On est ici dans un fonctionnement de la vie sociale en cycle annuel, anniversaire : les Picourais pressentent les changements qui vont survenir au cours du cycle annuel qui s'ouvre. 2. Un deuxième palier est franchi à l'entrée de l'automne suivant – marquée par deux moments collectifs majeurs : la rentrée scolaire et les vendanges. Avec la tension grandissante, les révélations et les conjectures sur les listes se font plus précises. 3. Le troisième palier est celui de la campagne électorale proprement dite. Une fois les listes déclarées, à côté de la communication électorale des partants, l'échange d'informations informelles permet de suivre le journal de la campagne. A chacun de ces épisodes correspondent des logiques et des enjeux informationnels. C'est donc dans le cadre de cette distribution temporelle que vont maintenant être analysées les mutations et les pratiques du marché de l'information picourais.

### **Pragmatique de l'information politique : intentions, rôles et répertoires**

Dans le climat de prospection généralisée qui s'installe tôt dans « l'année d'élection », des rôles informationnels<sup>46</sup> se dégagent : *porteurs* et *médiateurs* de nouvelles, *entrepreneurs* de rumeurs, *demandeurs* divers (auditeurs crédules ou sceptiques, tantôt coursiers tantôt modérateurs de révélations). Variables et interchangeable au gré des moments, ces attitudes révèlent les rapports différenciés que les Picourais entretiennent avec les informations préélectorales, et donc avec le politique, selon leur position, leurs liens et leurs intentions. L'observation des rôles endossés dans l'échange des informations politiques éclaire donc surtout les multiples résonances relationnelles de l'*agon* politique local.

#### *Indices de conjecture et logiques de l'exposition publique*

Dans la première phase d'intensification, l'économie des informations politiques témoigne d'une forte personnification des enjeux électoraux. Les premières conjectures s'échafaudent autour des personnes qui sont « politiquement en avant », c'est-à-dire qui ne font pas secret de leurs préférences politiques, de leur (dés)affection pour l'équipe municipale en place. Ces probables « dessus de liste » focalisent l'attention. Avec qui les voit-on ? Qui vient dîner chez elles ? Tout mouvement s'effectuant dans

---

46. H. Molotch et M. Lester ont avancé que les événements marquant le « *temps public* » résultent du contact entre différentes catégories d'acteurs : les « *promoteurs de nouvelles* » identifient et donnent aux « *montreurs de nouvelles* » (médias, principalement) les faits qu'ils estiment « *sensibles et significatifs* » ; ces derniers les destinent aux « *consommateurs de nouvelles* ». Voir Molotch (H.), Lester (M.), « L'usage stratégique des événements : la promotion et le montage des nouvelles », in Padioleau (J.-G.), dir., *L'opinion publique. Examen critique, nouvelles directions*, Paris/La Haye/New York, Mouton/EHESS, 1981.

leur sillage procure des indices. Les rencontres publiques sont l'occasion de mettre en scène des velléités politiques selon une codification raffinée, tout à la fois rodée et inventive. Comme cela a été diversement montré, les interventions dans l'espace public – et en premier lieu les interventions politiques – sont soumises à des règles de conduite historiquement construites et socialement admises dont une bonne part est tacite<sup>47</sup>. Au-delà de leurs ressemblances, les espaces publics locaux présentent des particularités. A Picoureu, les traditionnelles manifestations collectives qui jalonnent l'année recèlent une grande force symbolique. Ce sont autant de scènes d'exposition publique de soi où le moindre détail est savamment mesuré et, en retour, longuement décrypté. Anciens et nouveaux Picourais ont appris à instiller et puiser des indices politiques dans ces moments d'intense intervisibilité. Y être présent ou pas, plus ou moins entreprenant, y afficher ses amitiés<sup>48</sup> sont des actes qui prennent une signification politique précise. L'absence d'un proche du réseau communo-coopérateurs est immédiatement interprétée comme la marque ostensible d'une brouille. Pour des néo-Picourais, ce type d'impair est difficilement compréhensible comme en témoigne l'extrait d'entretien qui suit.

« Celui qui vient pas au Grand aïoli [le 14 juillet, ce plat est servi à la population sur la place du village], c'est qu'il le fait exprès. Parce que ça tombe toujours un jour où les gens y travaillent pas. [...] Moi, je considère que c'est malpoli de pas venir. Tu vois, dans les nouveaux élus, y'en a qui sont pas venus cette année. Eh ben, ça se fait pas, normalement. Et tu remarqueras que c'est des gens qui sont pas de Picoureu depuis longtemps. Alors, peut-être qu'ils savaient pas qu'il fallait être là mais, bon... Il me semble que ça tombe sous le sens. » (Picourais, 36 ans, coopérateur, conseiller municipal 1983-1989).

L'année précédant une élection municipale, la plupart des Picourais intéressés par les histoires politiques — ou par les petites histoires qui rencontrent la politique — observent avec attention les fréquentations exhibées par l'équipe sortante et par ses concurrents probables. Le pique-nique traditionnel du 8 mai et les animations de la fête votive (autour du 14 juillet) fournissent l'occasion, une année avant le vote, de dégager les premiers éléments de conjectures électorales. Ainsi, dès après la journée du 8 mai 1994, la plupart des Picourais discutent de la présence — exceptionnelle — de Robert S. au pique-nique. Mes interlocutrices du « KGB » m'informent que sa présence à une cérémonie organisée par la municipalité (dont il est l'opposant déclaré) est un gage de certitude quant à sa candidature. Lors du même repas champêtre, elles ont surtout noté la présence, aux côtés de Robert S., d'Yvon K. membre actif de la section locale des Anciens combattants et très proche de plusieurs familles « historiques » de viticulteurs. A quelques mois des élections, cette amitié affichée sème le trouble et fait parler.

47. Parmi d'autres travaux, voir Paperman (P.), « Les émotions et l'espace public », *Quaderni*, 18, 1992 et Abélès (M.), *Anthropologie de l'État*, Paris, Colin, 1990.

48. Sur la valeur politique des démonstrations d'amitié, voir Briquet (J.-L.), « La politique au village. Vote et mobilisation électorale dans la Corse rurale », in Lagroye (J.), dir. *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

Les réseaux guettent le moindre indice. La plupart des Picourais connaissent cette réalité et cherchent à ne pas être les cibles des suppositions et commérages. Là encore, l'expérience commune du social conduit à de savants calculs sur les manières de s'exposer en public.

« Le truc c'est que, si tu n'es pas partant, tu vas éviter de te montrer avec des gens que l'on sait prêts à partir. Tu vois, par exemple, Robert S, je blague avec, c'est bonjour-bonsoir. C'est poli. C'est comme ça. Mais bon... sans plus. Les gens le savent. Eh, ben, tu vois, si Robert S vient me brancher à la fête, je vais parler avec lui mais je vais faire en sorte de pas m'attarder. Parce qu'après, ça va vite. Le lendemain, c'est sûr qu'il va se dire "X" [le surnom de mon interlocuteur], il part avec Robert. » (Un Picourais, employé, 42 ans).

Le jeu des supputations tient lieu de pré-campagne. Le temps de l'événement public qu'est l'élection commence bien avant la campagne proprement dite. Malgré toutes les précautions et la discrétion des partants, le secret sur leur liste est en grande partie déjoué par les rumeurs et les conjectures.

En allant vers la publication des listes, ce processus délibératif est en alerte permanente. Avec les premiers faisceaux de probabilités surgissent les premières rumeurs. Quand ces rumeurs sont énoncées dans une discussion, les interlocuteurs pèsent et contrebalancent les renseignements qu'elles apportent. Ils considèrent ensemble la crédibilité des informations tout en cherchant à éprouver un sentiment d'accord sur le sens à leur assigner<sup>49</sup>. En même temps, c'est un exercice collectif de prospective politique. Pendant l'hiver 1994-1995, plusieurs rumeurs circulent donc autour de la probable candidature d'Yvon K. aux côtés de Robert S. En décembre, dans le hall de la salle des fêtes où se déroule un loto, un groupe d'hommes en discutent. Yvon K. aurait croisé « un ami des Anciens combattants » devant la boulangerie sans le saluer. Délibérément. Un des interlocuteurs raconte qu'il a eu vent d'une liaison entre Yvon K. et une membre des Amis de Picoureux, ce qui expliquerait sa nouvelle conduite. Les partenaires ne semblent pas prêts à croire ce ragot et avancent leurs arguments. L'un d'entre eux fait remarquer que le couple K paraît toujours aussi soudé. Les autres confirment. D'autres scénarios leur paraissent plus plausibles : au chômage depuis plus d'un an, Yvon K. chercherait dans la politique une occupation « pour ne pas devenir cinglé ». Mais pourquoi à droite ? Un autre rappelle que, malgré ses amitiés dans le village, Yvon K. n'a jamais caché son penchant à droite et surtout sa détestation pour François Mitterrand. L'éventuelle « trahison » commencent à trouver des motivations. Une révélation n'est reçue comme une nouvelle vraisemblable qu'à la condition que les

49. Tout échange communicationnel est une relation de type don/contre, basée donc sur l'engagement et l'obligation réciproques. Cf. Winkin (Y), « *Munus* ou la communication. L'étymologie comme heuristique », *Médiation et Information*, 10, 1999.

interlocuteurs puissent l'intercaler dans le champ des possibles, entre ce qu'ils savent déjà et ce qu'ils sont disposés à croire<sup>50</sup>.

### *L'entre-soi politique et les contraintes du secret*

Rapidement, se distinguent les positions de « demandeurs » et de « porteurs » d'informations. L'agrégation de partants autour d'un « dessus de liste » génère un groupe de détenteurs d'informations, un cercle d'initiés puisqu'ils sont (avec leurs intimes souvent avisés) tenus par le secret. Le marché de l'information politique préélectorale est alors stratifié, déséquilibré (l'offre nettement inférieure à la demande) et peu sûr (informations rares et difficiles à vérifier). Du point de vue des tactiques informationnelles mises en œuvre, la période qui court de l'automne à la publication officielle des listes est la plus intéressante. La constitution des listes s'accélère et fragilise du même coup les dispositifs de confidentialité.

A bien des égards, le travail subtil des recruteurs pour jauger la proximité politique de leurs futurs colistiers témoigne de l'accumulation permanente de renseignements à caractère politique dans les relations villageoises. Les modalités de cooptation ne laissent subsister aucun doute quant à la politisation des listes. Monter une liste consiste à repérer dans la population des colistiers potentiels puis les contacter. Le repérage tient compte de la coloration politique qui unit le noyau originaire de recruteurs. Ce segment idéologique, dont la filiation partisane est souvent implicite, délimite l'entre-soi politique de la future liste. Mais il faut aussi recruter des personnalités réputées apolitiques (c'est-à-dire qui, de notoriété publique, « ne font pas de politique ») qui apporteront à la liste des gages d'ouverture politique, semblant l'affranchir des ornières partisans de la politique centrale pour conformer l'offre politique aux dispositions de l'électorat local. Le halo réputationnel joue alors à plein. Réputations, ordre social passé et présent sont traduits et lus en termes politiques. Les premiers pourparlers se font avec des personnes présentant des indices indiscutables de positionnement politique : appartenance à un micro-réseau constitué (les communo-coopérateurs, les « Amis de Picoureux », etc.), signes de proximité idéologique (activités associatives ou syndicales, prises de position en public, etc.).

« On est venu me demander d'être candidat. Au début, j'avais dit non. Je savais pas trop pour m'embringuer là-dedans. Ils sont arrivés à me convaincre qu'il fallait des gens de Picoureux. Enfin, des gens installés depuis longtemps ici. [...] Par rapport à la ligne politique, je savais à qui j'avais affaire. Pourtant, on n'a jamais parlé de politique. A aucun moment. C'était évident, on se connaît tous plus ou moins. Bien sûr, on peut se tromper (ça arrive) mais en général... » (Laurent C, 29 ans, coopérateur et conseiller municipal 1995-2001).

50. Dans son étude du phénomène des rumeurs, T. Shibutani a mis en avant l'aspect de « *délibération* », de « *coopération collective* » que prend leur échange. Cf. Shibutani (T.), *Improvised News. A Sociological Study of Rumor*, Indianapolis, Bobbs-Merrill Co, 1966.

L'absence d'éléments objectifs d'engagement politique compliquent certes leur tâche<sup>51</sup> mais les recruteurs disposent d'une large batterie de moyens pour jauger le niveau de complicité, de compatibilité idéologique des éventuels colistiers en recoupant « ce qui se sait » d'eux : propos tenus en public, amitiés, histoire familiale, profession. Ils conjecturent ainsi leur profil politique.

« Quand on fait de la politique, c'est des choses qui se sentent. C'est difficile à expliquer. C'est comme ça. Vous savez que telle personne est de votre bord simplement parce que vous avez discuté quelquefois avec elle. A la limite, si vous discutez avec quelqu'un et qu'il vous reste un doute, c'est que la personne n'est pas vraiment de votre bord. Quand j'ai commencé à faire ma liste, je savais exactement qui j'allais voir. » (Jean Raymond O.).

Toutes les confusions ne sont pas écartées, souvent pour préserver l'adhésion des « apolitiques » mais l'acointance politique se discerne rapidement<sup>52</sup>. Les premières réunions où se rédige programme et tracts sont l'occasion de mettre au jour les désaccords et de rectifier les erreurs de recrutement. Les critères collectivement admis de l'éligibilité<sup>53</sup> au conseil municipal servent autant aux spéculations des recruteurs qu'aux hypothèses échafaudées par les électeurs. Comme chaque prise de parole ou apparition publique peut prêter à des pronostics électoraux. Tractations et rapprochements se font dans la plus grande discrétion. Les réunions se tiennent dans un cadre privé. Ces contacts confidentiels, ni médiatisés ni publicisés, installent une configuration de très forte tension informationnelle propice aux rumeurs (préfiguration d'un événement et affairements secrets). Aussi, les paravents du secret résistent difficilement.

« Pourquoi le secret ? C'est simple. Un exemple. Il commençait à se dire que Y partait. Oh, c'était vers décembre à peu près. Et c'était vrai car il avait assisté à deux de nos réunions et il était plutôt bien engagé dans la chose. Mais, bon, c'était pas dit. Un jour, il va acheter le pain. Il passe dans la Grand'rue. Personne... personne ne lui a dit bonjour. Les types, ils étaient là, ils l'ont regardé passer. Lui, il a dit bonjour. Les autres... [il passe lentement son index sur sa bouche close] Eh bien, il est venu nous voir et il nous a dit "Moi, si c'est pour que ça se passe comme ça, je me retire". Et il est pas parti avec nous. [...] Les gens ici, c'est leur passion. Ils se font leurs petits pronostics. C'est une vraie passion. Plusieurs mois avant [l'élection], ils prennent un petit papier, un crayon, et ils font leur liste. Ils se languissent. Ils attendent ça avec impatience. Pour eux, c'est comme le tiercé : c'est le jeu des pronostics. C'est à qui fera le meilleur pronostic. Après, ils ont le plaisir de te dire "Ah, tu vois, j'en avais douze sur quinze ! Et quand ils savent que tu vas repartir, ils t'assomment de questions. Ma mère, à chaque fois que je la voyais, elle me disait : « Et lui ? Hein ? Lui, il part avec vous ? Et elle ? » C'est une vraie torture. Sans rire.

51. D'après les témoins interrogés, la baisse des adhésions politiques et la disparition des sections locales des partis en sont les raisons principales. La cellule du PC recréée au sortir de la guerre s'est éteinte au milieu des années 1990 faute de militants (rattachés depuis à la cellule du bourg voisin). Une section du PS a été active entre 1983 et 1990.

52. C'est pourtant sur l'argument d'une duperie volontaire que trois conseillers feront sécession en 2000 et constitueront, en mars 2001, une liste concurrente à celle de Jean-Raymond O.

53. Dans le contexte rural de son terrain, M. Abélès a retenu le serment d'apolitisme, le patrimoine politique de la famille et l'affiliation à un réseau comme étant les principales ressources de légitimité des « éligibles ». Abélès (M.), *Jours tranquilles...*, op. cit., p. 28sq.

Le pire, c'est mon oncle. Lui, c'est pas possible de lui cacher quelque chose. T'as beau faire, il te fait dire ce que tu voulais pas dire.» (Joel H., 41 ans, coopérateur, conseiller municipal 1995-2003).

Avant la publication officielle des listes, le marché de l'information politique est soumis à de fortes tensions. Les détenteurs d'informations sont intensément courtisés. Les liens de toute nature avec un « initié » sont mis à profit pour obtenir la confirmation d'une candidature.

### *Le journal de campagne et l'élection*

Avec la déclaration officielle des listes, les informations prisées changent de registre. Les partants ne sont plus les détenteurs exclusifs d'informations confidentielles. Ils diffusent maintenant au grand jour toute indication sur leur projet politique. Moins officiellement, ils sont d'actifs propagateurs de rumeurs sur le compte de leurs adversaires. À côté de la propagande électorale, les on-dit circulent toujours. Leur commerce est un moyen de suivre les premières déflagrations relationnelles de la campagne. Jusqu'à l'élection, incidents et anecdotes sont donc immédiatement mis en récit et viennent nourrir le journal officieux et intime de la campagne. Dans la mise en récit de ces événements, les péripéties biographiques des candidats, leurs amitiés, leurs amours et leurs drames sont mêlés au combat politique. Au plus fort de la campagne, tous les intérêts institués, toutes les sources de conflit qui traversent le corps social prennent un tour résolument politique. Le sens politique prend corps dans l'expérience collective de l'événement électoral, puisant et forgeant ce « social incorporé »<sup>54</sup> dont chaque Picourais est porteur. Jusqu'au jour du scrutin, le marché de l'information politique préélectorale est éminemment concurrentiel, submergé d'informations dont la crédibilité et l'importance sont très variées. Saturé mais plus équilibré en somme. L'exemple qui suit illustre ces semaines d'effervescence qui précèdent directement l'élection.

Un événement survient au printemps de la campagne du 2001. Une altercation verbale a lieu entre un candidat de la liste dissidente et un de ses anciens colistiers, adjoint sortant et également candidat. Les deux hommes sont accompagnés de leur épouse. Le ton monte et on en vient aux mains. La scène se passe entre les deux couples, à l'exclusion de tout autre témoin. Néanmoins, chaque camp propage rapidement sa propre version de l'incident et bientôt les Picourais qui se trouvent à converser débattent du bien-fondé de chaque version. Pour beaucoup, l'opinion qu'ils se font de l'incident repose sur les cadres qu'ils ont intériorisés de l'affrontement politique : euphémisation du combat par les mots et dignité des prétendant(e)s à la représentation. Ils mobilisent ces cadres pour juger l'affaire et justifier l'intention de vote qui en découle :

54. Sur cette notion utile pour articuler les rapports individus-groupes, voir Lahire (B.), *L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.

« Moi, je crois que c'est des gens [les agresseurs sont ici le dissident et son épouse] qui mélangent tout. Une élection, c'est pas une bagarre de village. Tu vois un peu si des gens comme ça arrivent la mairie... Qu'est-ce qu'ils vont faire ? Je te le donne en mille : ils vont bien arranger leurs amis et les autres tintin [Il exécute un bruyant bras d'honneur pour conclure son argumentation] » (Électeur déclaré de la municipalité sortante, mars 2001).

Lors du dépouillement, des informations d'un genre particulier vont clore le journal de la campagne et servir les premières supputations de la prochaine séquence électorale. Au terme du scrutin, le comptage des bulletins n'est pas l'objet exclusif de l'attention et de la forte affluence des Picourais. Tribune privilégiée des contentieux, l'unique bureau de vote<sup>55</sup> connaît les soirs d'élection municipale une ambiance incontestablement plus électrique que lors d'autres consultations. Condensées derrière les tables de scrutateurs, des grappes de curieux guettent sur le bulletin qui se déploie l'injure anonyme, l'épithète assassin – « connard », « tricheur », « Staline »<sup>56</sup>, « voleur de bois » – apposé près d'un nom raturé. Attaque anonyme et gratuite (toute annotation autre que nominative annule le bulletin) ou manière jubilatoire de régler publiquement des comptes, ces bulletins créent une intense excitation dans la salle et une anxiété perceptible chez les candidats. Sourires silencieux et regards entendus rythment le dépouillement. Il n'y a pas là que divertissement. Les discussions que suscitent ces bulletins relèvent bien aussi du commentaire politique. Les scrutateurs improvisés passent en revue la chronique politique et les inimitiés du candidat brocardé. A force de supputations chuchotées, ils pensent avoir identifié l'auteur du bulletin. Là encore, tout le vécu relationnel sert cette manière d'analyse électorale.

### **Les tactiques ordinaires d'ajustement à l'ordre politique**

Dans les grandes lignes, la logique des comportements politiques à Picoueux se retrouve dans nombre d'autres communes de taille similaire. Plus encore, les pratiques qui y ont été observées autour de l'information (pré)électorale sont susceptibles d'éclairer plus largement comment, à l'occasion, l'environnement social se fait politique et l'espace public avec lui. Le marché politique municipal de Picoueux possède pourtant son originalité. Alors même que l'entrée dans l'arène électorale y reste fortement contrainte<sup>57</sup>, il est relativement ouvert principalement pour trois raisons. Premièrement, la compétition et les compétiteurs de

55. Bacot (P.), « Conflictualité sociale et geste électorale. Les formes de politisation dans les lieux de vote », *Revue française de science politique*, 43 (1), 1994.

56. En 2001, le nom de Jean Raymond O. a plusieurs fois été barré et remplacé par ceux de « Staline » ou « Peponne » (maire communiste du film *Don Camillo*), références condensées à la foi communiste, à la moustache, à la réputation sectaire et autoritaire que le maire partage selon ses adversaires avec ces deux personnages.

57. Par les coûts personnels élevés d'une « mauvaise candidature » ou la supériorité de ressources symboliques rares.

l'élection municipale ne sont pas perçus comme un monde totalement à part. Cette proximité sociale et spatiale de l'activité politique explique le faible recours au registre « nous/eux » dans la formalisation des enjeux électoraux et au registre « gens d'en haut / gens d'en bas »<sup>58</sup> dans la représentation de la répartition des tâches politiques. Deuxièmement, le marché de l'information y est marqué par la forte hétéronomie sociale du politique comme cela est souvent prégnant à l'échelle locale<sup>59</sup>. La publicisation des événements électoraux survient dans les moments routiniers et non spécifiquement politiques. De ce fait, en matière de délibération politique, les barrières symboliques de l'espace public sont ici moins visibles qu'ailleurs. Troisièmement, peut-être du fait d'enjeux locaux saillants (faut-il préserver le modèle d'organisation villageoise incarné et défendu par les viticulteurs ?), les compétiteurs municipaux ne réfèrent presque jamais leur combat au champ politique national ou international. Les questions engagées dans les combats électoraux restent ainsi accessibles à tous.

En dehors de ces spécificités et du cadre municipal, l'enquête apporte des éléments d'analyse de portée générale. Elle démontre d'abord que les événements électoraux du temps public donnent lieu à des conceptualisations *in situ* du politique qui se sédimentent dans la mémoire commune. Les épisodes électoraux les plus mouvementés (et les intrigues sociales qu'ils nouent) cristallisent des souvenirs et des impressions politiques. Dans leur expérience politique (ou dans la vision rétrospective qu'ils en ont), mes interlocuteurs disent ainsi attribuer un rôle déclencheur ou une signification supérieure à certains événements<sup>60</sup>. Or, en l'absence d'effets médiatiques<sup>61</sup> ou de traduction partisane, le cadrage de tels épisodes s'opère à travers les formes instituées de l'économie informationnelle. L'enquête met au jour l'existence de pratiques collectives de politisation des interactions qui permettent d'inscrire celles-ci dans la séquence électorale. Autant de transactions entre quotidien et politique qui témoignent de réels savoirs et savoir-faire appropriés de la part des électeurs. Il s'agit surtout de *tactiques* car ce sont des techniques de l'occasion, déployées dans l'interaction immédiate et non préméditées<sup>62</sup>. Des tactiques *ordinaires* car ce sont des façons non expertes de traiter ou d'introduire le politique dans l'espace relationnel ; le domaine de l'ordinaire s'opposant ici à celui du spécialiste, du connaisseur. Les acteurs

58. Sur les formes expressives de cette représentation diffuse, voir Bacot (P.), « En haut et du mauvais coté. Les professionnels de la politique au miroir des citoyens », in Offerlé (M.), dir., *Profession politique XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999.

59. Le chevauchement supposé des sphères privée et publique, l'évidente proximité des problèmes politiques, et le caractère intermittent des débats sont des caractéristiques traditionnellement attribuées à l'espace public local, voir Paoletti (M.), « La démocratie locale française. Spécificité et alignement », in Blondiaux (L.) et al., *La démocratie locale. Représentation, participation et espace public*, Paris, PUF, CURAPP/CRAPS, 1999.

60. Ihl (O.), « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), 2002.

61. Par rapport à un événement, les médias produisent des effets d'agenda, de cadrage et d'amorçage. Voir Gerstlé (J.), « L'information et la sensibilité des électeurs à la conjoncture », *Revue française de science politique*, 46 (5), 1996.

62. Selon M. de Certeau, la tactique est réaction devant un univers non familier, elle ne résulte pas d'un calcul préalable et ne jouit pas de son efficacité au-delà de l'instant. Si la stratégie « postule un lieu susceptible d'être circonscrit comme un propre et donc servir de base à une gestion de ses relations avec une extériorité distincte », « La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. [...] Ce qu'elle gagne, elle ne la garde pas. Il lui faut constamment jouer avec les événements pour en faire des "occasions" » (*L'invention du quotidien*. 1. *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, p. XLVI).

sociaux manifestent beaucoup d'inventivité pour connaître, dire ou agir la politique quand l'occasion les incite à raccrocher leurs relations routinières à l'ordre politique. L'occasion d'investir une charge politique dans les gestes les plus badins n'est d'ailleurs pas toujours aussi explicitement politique qu'une élection, une crise, ou un scandale du même nom<sup>63</sup>. Pour saisir cette pluralité du rapport au politique, il convient de se déprendre de la définition dominante du politique, essentialiste et particulariste, qui reste aveugle à ces tactiques ordinaires ou leur dénie toute résonance politique. Et lui substituer une posture davantage phénoménologique, pour faire une sociologie de l'ordinaire qui fasse droit à la réalité de l'ordre ordinaire lui-même. Une sociologie empirique des électeurs, au fond, qui ne cède pas au dominomorphisme<sup>64</sup> : ni glorification populiste ni commisération en-surplomb, de sorte à ne pas traiter les tactiques ordinaires exclusivement comme des palliatifs à la défaillance d'acteurs qui ne seraient pas « convenablement » politisés.

Puisque intérêt et implication politiques sont affaire de connaissances, une telle démarche commence par réprouver la pertinence des indicateurs aussi académiques qu'inappropriés traditionnellement retenus pour évaluer celles-ci : faculté à se situer sur l'axe droite/gauche, connaissance des institutions, de l'histoire et de l'actualité politiques<sup>65</sup>. Ces indicateurs ressortissent de l'information politique « sérieuse », c'est-à-dire d'une catégorie d'informations structurée autour de problématiques inscrites dans le temps long (« l'Histoire ») et sur une échelle sociétale (« la Politique »)<sup>66</sup>. Par commodité et par sociocentrisme, cette catégorie d'informations reste le mètre-étalon des études sur la cognition politique pour beaucoup de chercheurs. Il est pourtant démontré qu'elle n'est accessible, et n'intéresse d'ailleurs, que les rares catégories d'acteurs qui – par leur socialisation, leur formation ou leur profession – sont en dispositions d'enchâsser immédiatement l'actualité politique dans de telles perspectives<sup>67</sup>. Il y a donc une normativité et un élitisme qui s'ignorent dans le fait d'examiner l'opinion uniquement à l'aune de connaissances qui supposent des aptitudes et des trajectoires sociales très spécifiques.

Contrastant avec cette démarche, la majorité de citoyens manifeste momentanément de l'intérêt pour la politique, et donc de l'attention aux informations qui en relèvent, quand un événement provoque chez eux un fort sentiment : souffrance, indignation, inquiétude, jubilation ou

63. Pialoux (M.), « Alcool et politique dans les ateliers. Une usine de carrosserie dans la décennie 1980 », *Genèses*, 8, 1992.

64. Grignon (C.), Passeron (J.-C.), *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard-Seuil, 1989, p. 115sq.

65. Pour une illustration de la manière très normative avec laquelle s'est posé dans un premier temps le problème de la cognition politique en France, voir Perrineau (P.), « La dimension cognitive de la culture politique. Les Français et la connaissance du système politique », *Revue française de science politique*, 35 (1), 1985.

66. Parmi ces enjeux, constitués et pratiqués tant par les agents des médias, les acteurs politiques ou le système éducatif, on retrouve l'évolution des régimes politiques (thématiques et clivages des forces politiques ; pratiques institutionnelles et constitutionnelles), les problèmes socio-économiques, les relations internationales (et la question européenne), etc.

67. Pour les Etats-Unis, voir Neumann (R.) et al., *Common Knowledge. News and the Construction of Political Meaning*, Chicago, The University of Chicago Press, 1992 et, pour la France, Gaxie (D.), *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

compassion<sup>68</sup>. Cette remarque nous ramène à un constat d'évidence : le genre de curiosité pour les informations politiques dépend au fond de l'attitude générale face au politique. Mais passer de l'intuition au modèle nécessite de mieux préciser ce qui distingue l'idéal-type du *rapport affiné au politique* (caractérisé par un intérêt soutenu, cultivé et prospectif pour le sujet) et celui du *rapport relâché au politique* (caractérisé par un intérêt intermittent, improvisé et dilettante). Le premier type idéal rassemble les connaisseurs du politique qui se tiennent informés. Les acteurs fortement politisés et/ou diplômés qui composent cette minorité sociale ont acquis les dispositions à objectiver les problématiques politiques qu'ils énoncent de façon « dialogique »<sup>69</sup>. Dans le second type idéal, l'attention au politique est occasionnelle. L'univers politique y est perçu comme un espace complexe, ennuyeux mais dont les activités sont déterminantes pour la société. Les électeurs qui s'inscrivent dans ce type idéal ont souvent le sentiment que leurs actions et leurs paroles ne peuvent pas en influencer la marche générale<sup>70</sup>. Les territoires politiques locaux leur paraissent à ce propos davantage accessibles. Ce type de rapport au politique recouvre mais dépasse la situation picouraise. Il est le cadre principal des tactiques qui nous intéressent ici.

Contrairement aux présumés en sur-plomb, le fait de ne pas affectionner et/ou de ne pas maîtriser les formes rhétoriques et l'environnement notionnel de la politique n'est pas vécu comme un handicap social paralysant toute prise de parole sur le politique. L'espace d'expertise politique n'étant pas leur propriété symbolique, les non-spécialistes usent de ruses pratiques pour déjouer leurs lacunes, faire contrepoids et bonne figure et, au fond, manipuler cet espace imposé<sup>71</sup>. Ainsi, dans beaucoup de milieux et de configurations sociales, la pose sérieuse et pénétrée des spécialistes (ou professionnels) de la politique est ainsi féroce ment moquée. Le politique y est perçu comme le lieu occupé par d'« autres », « ceux d'en haut », les « politiques », « le gratin » (localement « les huiles »), tous ceux dont le parler commun raille la « langue de bois » et l'irrésistible componction. Là, dans ces espaces sociaux, quand le moment prête aux considérations sur le politique, les interrelations se logent et se confortent dans cette vision partagée<sup>72</sup>, déniaut de la sorte toute supériorité aux formes dialogiques

68. W. Gamson (*Talking Politics, op. cit.*, p. 32-59) a montré l'importance du sentiment d'injustice dans la prise de conscience politique.

69. Une pensée est dite dialogique si elle est capable d'articuler simultanément la défense d'un point de vue aux diverses positions et arguments qui encadrent la question centrale à laquelle il se rattache. U. Windisch oppose cette décentration sociale et cognitive à la « pensée sociocentrique », marquée par une forte centration sociale et cognitive et utilisant le « style pseudo-argumentatif » (non construit et incohérent) ou « l'argumentation psychologisante » (construit autour du vécu personnel et du sentiment du locuteur) pour modèle argumentaire. Voir Windisch (U.), *Le prêt-à-penser. Les formes de la communication et de l'argumentation quotidiennes*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1990, p. 149sq.

70. Voir Gamson (W.), *ibid.*, chap. 4.

71. Espace imposé et ruses pratiques composent « la polémologie du "faible" » selon M. de Certeau (*op. cit.*).

72. Des techniques (postures, codes, marqueurs linguistiques, etc.) permettent aux locuteurs de rendre leur parole « convenable » dans le cadre participatif de la conversation, plaçant chacun dans la position qui préserve sa face et assurant ainsi la « félicité » de l'interaction. Cf. Goffman (E.), *Façons de parler*, Paris, Minuit, 1987, pp. 133sq.

d'argumentation pour énoncer le politique en des termes qu'ils reconnaissent<sup>73</sup>.

En matière d'information politique, le concret y prévaut et est d'autant plus prisé qu'il est socialement marqué, géographiquement localisé ou intimement biographique. L'énonciation d'un avis politique y réfère plus volontiers à l'évidence, au « bon sens » qu'à la démonstration circonstanciée. Autre trait : fondamentalement, les tactiques de prise d'information ou de parole sur l'événement politique y sont toujours orientées vers le moindre coût en matière de décentration sociale comme en matière de face sociale. Pour suivre le déroulement d'une campagne électorale, les acteurs sociaux préfèrent à l'actualité « officielle », les anecdotes, historiettes et rumeurs qui jalonnent la compétition. Manière amusante d'adopter un point de vue sur l'événement, mais surtout technique d'information peu contraignante en comparaison des efforts et de l'inconfort qu'impliquerait la recherche d'une opinion décentrée et dialogique. Pour cette raison, l'une des principales tactiques ordinaires des électeurs consiste à imprégner l'actualité politique d'une dimension personnalisée, affective et dramatique qui redimensionne le politique à l'échelle de l'expérience commune. Les éléments utilisés pour le cadrage de l'événement politique sont facilement puisés dans le quotidien : exemplifications élaborées à partir du vécu (analogies entre problèmes politiques et vie quotidienne), recours au sens commun<sup>74</sup> (dictons et morceaux de la « sagesse populaire »). Richard Hoggart avait déjà relevé cette tendance de la pensée commune à opérer par repli sur le « *quotidien et l'immédiat* » pour opiner sur les questions politiques<sup>75</sup>.

Cette pragmatique du politique a longtemps été ignorée ou disqualifiée par les sciences sociales. Des travaux récents menés sur les façons ordinaires de raccrocher l'ordre politique provoquent une utile réflexion sur la redéfinition sociologique du politique lui-même<sup>76</sup>. En mettant au jour des façons non expertes de politiser la parole<sup>77</sup>, d'assigner du sens aux actes citoyens élémentaires – voter<sup>78</sup>, opiner<sup>79</sup>, intervenir dans l'espace public<sup>80</sup>,

73. Sur des ressorts de contournement identique, voir Dutercq (Y.), « Une partie inégale. Les interventions publiques des parents d'élèves », *Politix*, 31, 1995.

74. Pour C. Geertz, le « sens commun » applique un « esprit pratique » à l'événement ; « la sagesse du sens commun est effrontément et sans s'excuser une sagesse du moment. Elle apparaît dans des épigrammes, des proverbes, des obiter dicta, des plaisanteries, des anecdotes, des contes moraux — un cliquetis d'émissions sentencieuses — non dans des doctrines formelles, dans des théories sous forme d'axiomes ni des dogmes architectoniques. » Geertz (C.), *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF, 1986, p. 93-118.

75. R. Hoggart relève d'ailleurs que les gens des classes populaires ont toujours leur « petite opinion sur la religion ou la politique, mais ces opinions sont généralement empruntées à un corps d'idées toutes faites, de banalités transmises sans avoir été vérifiées, de généralisations hâtives, de préjugés et de demi-vérités élevées au rang de maximes par la stéréotypie de leur formulation ». Hoggart (R.), *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970, p. 150.

76. En 2002, au congrès de l'Association française de science politique (Lille), un atelier proposait de réfléchir sur « la politique comme frontière ». Voir aussi « Repérage du politique », *Espaces Temps*, 76-77, 2001, notamment la contribution de B. Voutat (« La science politique ou le contournement de l'objet »).

77. Duchesne (S.), Haegel (F.), « Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise », *id.* Partant d'une définition « productive » de la politisation (le politique se bâtit sur les clivages sociaux), ces auteurs retiennent trois facteurs politisant de la parole : la propension à politiser, l'idéologie, la situation (de la prise de parole).

78. Donegani (J.-M.), « Introduction aux modèles de nature qualitative », in Mayer (N.), dir., *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan, 1997.

79. Briquet (J.-L.), Garraud (P.), dir., *Juger la politique. Entreprises et entrepreneurs critiques de la politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.

en revisitant des objets à faible spécification politique<sup>81</sup> ou la mobilisation d'acteurs à faibles ressources politiques<sup>82</sup>, ces travaux imposent le nécessaire desserrement épistémique du politique. On savait que les électeurs possédaient des représentations politiques à la fois composites, contradictoires et désorganisées<sup>83</sup>. On sait aussi maintenant la complexité de leurs dispositions informationnelles. Au concret, « l'électeur » ressemble assez peu à son *alter ego* statistique construit par et pour la sociologie électorale<sup>84</sup>. Il y a lieu de repenser l'image ressassée d'un public arriéré que les médias influencent à l'environnement<sup>85</sup>. Il y a aussi lieu de relativiser les réquisitoires dénonçant l'apathie des masses citoyennes et ne pas leur délivrer trop facilement des certificats d'incompétence. Certes, les procédés informationnels, les modes d'expression et de jugement dont ils font ordinairement usage sont plus proches de la « morale domestique »<sup>86</sup> que des manuels d'instruction civique ou de droit public. Mais à l'exception d'une petite minorité (spécialistes et professionnels de la politique), la politique n'est pas le principe qui met en relation les acteurs sociaux. Au quotidien, ils sont successivement en interaction parce qu'ils vivent en famille, travaillent ensemble, fréquentent les mêmes lieux, s'adonnent aux mêmes passions... La politique n'est qu'une activité sociale, plus saillante et plus transcendante qu'une autre, qui traverse l'actualité, amuse, irrite, et qui menace ou promet parfois de changer les choses<sup>87</sup>. Pour ces raisons, quand l'occasion s'y prête, ils parlent de politique. En veillant surtout à troubler le moins possible l'équilibre des nœuds de sociabilité où se forment leurs existences. Pour accepter cela et voir la juste place du politique dans l'univers social vécu, la sociologie des électeurs a encore à se réconcilier avec la réalité qu'elle entend expliquer.

---

80. Cardon (D.), Heurtin (J.-P.), « La critique en régime d'impuissance. Une lecture des indignations des auditeurs de France Inter », in François (B.), Neveu (E.), dir., *Espaces publics mosaïques...*, *op. cit.*

81. Darras (E.), dir., *La politique ailleurs*, Paris, PUF, CURAPP, 1998. Cet ouvrage résulte d'une discussion organisée lors du congrès de l'AFSP de 1996 autour d'objets peu familiers pour la discipline (la satire télévisée, la rumeur, le roman, etc.).

82. Maurer (S.), *Les chômeurs en action*, Paris, L'Harmattan, 2001 et Siméant (J.), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998.

83. D'où la difficulté de saisir l'état des représentations politiques par la seule technique des sondages d'opinion. Voir Lane (R.), *Political Ideology*, New York, Basic Books, 1962.

84. Desrosières (A.), « Réfléter ou instituer : l'invention des indicateurs statistiques », in Dupoirier (E.), Parodi (J.-L.), dir., *Les indicateurs socio-politiques aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1997.

85. Plus exposés aux médias, les plus diplômés seraient davantage influençables. Selon R. Hoggart : « Les gens du peuple savent lire un visage à livre ouvert ou déchiffrer une voix, plus vite et souvent mieux que l'homme cultivé qui passe la moindre de ses perceptions au crible de ses lectures et de ses idées » (*op. cit.*, p. 152-153). Renversant aussi le discours dominant, W. Gamson a écrit : « Les diplômés de l'université sont plus affectés que les *working people* par les changements dans les cadres médiatiques dominants sur les questions débattues » (*op. cit.*, p. 134).

86. P. Bourdieu désigne ainsi les codes et les procédures mobilisés pour juger les problèmes du quotidien et de l'environnement immédiat. Bourdieu (P.), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979, p. 464-466.

87. Eliasoph (N.), « Citoyens du quotidien », *Espaces Temps*, 76-77, 2001.